

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"Décentralisation : où en sommes-nous ?"

V.N.
Libreville/Gabon

CONTEXTE de Covid-19 oblige. C'est à une assistance restreinte, composée de conseillers départementaux du Komo-Mondah, que le sénateur Emmanuel Nze Bekale a fait, jeudi à Ntoum, sa circonscription électorale, la restitution des travaux parlementaires de la première session ordinaire de l'année 2020. Outre les textes adoptés, l'élu national s'est focalisé sur la loi 15/96 relative à la Décentralisation dont la mise en œuvre se profile à l'horizon, en dépit du retard accusé depuis son adoption en 1996 pour diverses raisons dont l'absence de

textes d'application. Alors que le bout du tunnel est proche, le sénateur a jugé utile d'entretenir ses électeurs sur la gestion décentralisée de la chose de la cité, qui est au cœur du développement des collectivités locales. Sur le thème "Décentralisation : où en sommes-nous", Emmanuel Nze Bekale a présenté les avancées enregistrées, depuis la mise en place d'un ministère dédié, et qui vient de faire adopter un nouveau texte. Le même ministère a présenté au Parlement un projet de loi fixant le transfert des compétences de l'État aux collectivités locales. Un texte qui se décline en trois volets : modalités de transfert, ressources humaines à transférer et financières. Il s'est donc agi,



Le conseillers départementaux du Komo-Mondah autour de la table suivant l'exposé du sénateur Nze Bekale.

au cours de l'échange, d'expliquer les différents contours de la Décentralisation, qui repose sur trois grands piliers : l'identification des compétences à transférer ; l'affectation des ressources (financières, humaines et matérielles) et le Plan de développement local (PDL). Ce

dernier pilier étant nécessaire à toute collectivité locale pour son essor économique, le conseil départemental du Komo-Mondah a reçu mission d'affiner le sien afin de présenter, le moment venu, sa vision des objectifs du développement de sa contrée. Pour le président du conseil dé-

partemental du Komo-Mondah, Julien Eko Ndong, cette communication arrivait à propos, dans la mesure où les avancées annoncées donnent un certain espoir aux collectivités locales, dans la perspective du développement de l'arrière-pays et le bien-être des populations.

Miroir du gouvernement Obligation de résultat !

LE gouvernement sait à quoi s'en tenir. Et pour cause, dans son adresse à la nation prononcée le 16 août dernier, à l'occasion de la commémoration du 60e anniversaire de l'accession de notre pays à la souveraineté internationale, le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a clairement indiqué avoir instruit le gouvernement "de travailler activement avec obligation de résultat". Pour ainsi dire, Rose Christiane Ossouka Raponda et l'ensemble des membres de son équipe sont attendus sur le terrain des réalisations concrètes. Et non pas sur celui des promesses non tenues, des interminables visites de prise de contact, ou encore de l'organisation fréquente et récurrente des séminaires et autres ateliers de renforcement de capacités dont les populations ont toutes les peines du monde à percevoir les effets dans leur quotidien. L'heure est donc au pragmatisme et au concret, base sur laquelle sera jugée la nouvelle équipe gouvernementale. À ce titre, le Premier ministre et les trente-deux membres de son gouvernement sont particulièrement bien servis et ne devraient donc pas traîner les pieds pour se mettre à l'ouvrage. Tant les dossiers et chantiers sont nombreux. Et qu'en dépit des efforts déjà consentis, les attentes des populations, quelque peu désabusées, demeurent multiples et pressantes en matière de santé, d'éducation, d'accès à l'eau et à l'électricité, la lutte contre la vie chère, l'insécurité, le chômage, etc. Des attentes d'autant plus urgentes et accentuées qu'au regard du contexte actuel, marqué notamment par la crise sanitaire liée au coronavirus, bon nombre de Gabonaises et Gabonais sont inquiets pour leur avenir et de celui de leur progéniture. Il va sans dire qu'il appartient à la locataire du 2-Décembre de les rassurer en indiquant, dans les jours à venir, comment elle entend, en bonne cheffe d'orchestre, mettre en musique les instructions et orientations du chef de l'État. D'autant qu'il lui incombe la lourde responsabilité de conduire et de diriger l'action du gouvernement. En tout cas, ces propos du numéro un gabonais induisent un changement radical de gouvernance et suscitent l'adhésion des populations. Le gouvernement est donc, pour ainsi dire, au pied du mur.

J. KOMBILE MOUSSAVOU

Le CLR entend "reconquérir sa dignité politique"

M.A.M
Libreville/Gabon

LE délégué général adjoint en charge de l'Implantation du Centre des libéraux réformateurs (CLR), Alexandre Désiré Tapoyo, a poursuivi récemment, par le Haut-Ogooué et l'Ogooué-Lolo, les installations des responsables provinciaux de cette formation politique. Dans ces régions, l'émissaire du CLR a également livré les ambitions de sa formation politique inspirée de la nouvelle vision impulsée par la déléguée générale, Nicole Assèle. "Il est temps de nous lever et de nous battre. Autrement, il est temps de nous lever et de nous battre pour la défense de la vie, de la liberté et du bonheur. Il est temps de nous lever et de nous battre pour acquérir la force d'exercer le pouvoir de décision politique,

seuls ou en coalition", a insisté Alexandre Désiré Tapoyo. Non sans préciser que ce combat passe nécessairement par "la conquête légitime et légale de la direction des collectivités locales, c'est-à-dire des communes et des départements". Aussi, le délégué général adjoint a-t-il souligné: "il est temps d'entrer en masse et sereinement, aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat". Par ailleurs, réaffirmant son soutien à Ali Bongo Ondimba, le CLR entend s'armer de profondes convictions et consolider ses ambitions. C'est pourquoi, ainsi que le relève Alexandre Désiré Tapoyo, "il est arrivé le temps de faire émerger au sein du CLR de véritables leaders d'opinion et de réels porteurs d'ambitions". Soulignons qu'en ce qui concerne la province du Haut-Ogooué, c'est Armel Ntougou



Le responsable provincial du CLR dans le Haut-Ogooué installé par le délégué général adjoint.

qui a été choisi pour coordonner les activités de ce parti membre de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Et dans l'Ogooué-Lolo, le CLR sera représenté par Constant Ondo Mba.